

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1968 Nr. 23

A. TITEL

*Administratief Akkoord tussen de Nederlandse Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid en de Turkse Minister van Arbeid met beivrekking tot de wijze van toepassing van het 5 april 1966 te Ankara ondertekende Verdrag tussen het Koninkrijk der Nederlanden en de Republiek Turkije inzake sociale zekerheid;
's-Gravenhage, 14 juni 1967*

B. TEKST

Arrangement administratif relatif aux modalités d'application de la Convention entre le Royaume des Pays-Bas et la République de Turquie sur la sécurité sociale, signée à Ankara le 5 avril 1966

En application des articles 13, paragraphe 5, 17, paragraphe 2 et 35 de la Convention entre le Royaume des Pays-Bas et la République de Turquie sur la sécurité sociale, signée à Ankara le 5 avril 1966 (ci-après désignée par le term „Convention”) les autorités compétentes néerlandaise et turque, à savoir:

Monsieur B. Roolvink, Ministre néerlandais des Affaires sociales et de la Santé publique,

et

le Ministre turc du travail, représenté par Monsieur V. Halefoğlu, Ambassadeur de Turquie à la Haye,

ont arrêté, d'un commun accord, les dispositions suivantes:

CHAPITRE 1

Article 1

Aux fins de l'application de la Convention et du présent arrangement sont désignés comme organismes de liaison:

1. au Pays-Bas:
 - a. pour les prestations en nature en cas de maladie et de maternité: le „Ziekenfondsraad” (Conseil des caisses de maladie) à Amsterdam;
 - b. pour les allocations familiales: la „Vereeniging van Raden van Arbeid” (Association des Conseils de Travail) à Amsterdam;
 - c. pour les pensions de vieillesse et de survie, ainsi que pour les allocations familiales dues aux bénéficiaires des dites pensions: la „Sociale Verzekeringsbank” (Banque de l'assurance sociale) à Amsterdam;
 - d. dans tous les autres cas: le „Gemeenschappelijk Administratiekantoor” (Office commun d'administration) à Amsterdam;
2. en Turquie:

la „Sosyal Sigortalar Kurumu” (Institution des assurances sociales) à Ankara.

Article 2

1. Dans le cas visé à l'alinéa *a.* de l'article 8 de la Convention l'autorité ou l'organisme, précisé au paragraphe 2 du présent article, du pays où l'entreprise a son siège, remet au travailleur un certificat attestant qu'il demeure soumis à la législation de ce pays.

Ce certificat doit être produit, le cas échéant, par le préposé de l'employeur dans l'autre pays, si un tel préposé existe, sinon par le travailleur lui-même.

Lorsque plusieurs travailleurs relevant d'une même entreprise sont détachés, en même temps, dans l'autre pays afin d'y effectuer un travail en commun, un seul certificat peut couvrir tous ces travailleurs.

2. L'autorité ou l'organisme visé au paragraphe 1 du présent article est:

pour les Pays-Bas: le Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique;

pour la Turquie: la „Sosyal Sigortalar Kurumu” (Institution des assurances sociales) à Ankara.

Article 3

Pour l'exercice du droit d'option, conformément à l'article 9, paragraphe 2 de la Convention le travailleur adresse, en informant en même temps son employeur, une demande à l'autorité ou à l'orga-

nisme du pays représenté, mentionné au paragraphe 2 de l'article précédent.

L'autorité ou l'organisme auquel la demande est adressée en informe l'organisme, respectivement l'autorité de l'autre pays.

CHAPITRE 2

Maladie-maternité

Article 4

1. Pour bénéficier de la totalisation des périodes d'assurance le travailleur visé au paragraphe premier de l'article 12 de la Convention est tenu de présenter à l'institution compétente une attestation relative aux périodes d'assurance, accomplies en vertu de la législation à laquelle il a été soumis immédiatement avant la date de sa dernière entrée dans le pays compétent.

2. L'attestation est délivrée à la demande du travailleur:

a. en ce qui concerne les périodes d'assurance remplies aux Pays-Bas:

(i) par l'institution de l'assurance maladie (prestations en espèces) auprès de laquelle il était assuré en dernier lieu, s'il s'agit des prestations en espèces;

(ii) par l'institution de l'assurance maladie (prestations en nature), si le travailleur n'était assuré qu'en matière des prestations en nature.

Ladite institution indique que le travailleur n'a pas été assuré en vertu de l'assurance maladie en matière des prestations en espèces;

b. en ce qui concerne les périodes d'assurance remplies en Turquie:

par l'office régional compétent de la „Sosyal Sigortalar Kurumu” (Institution des assurances sociales).

3. Si le travailleur ne présente pas l'attestation, l'institution compétente du pays où il s'est rendu demande à l'institution susvisée, d'établir et de lui transmettre l'attestation.

4. Lorsque le travailleur visé au paragraphe premier de l'article 12 de la Convention s'est vu reconnaître, pour lui même ou un membre de sa famille, le droit aux prothèses, au grand appareillage ou à d'autres prestations en nature d'une grande importance par l'institution compétente du pays où le travailleur était assuré en dernier lieu avant son entrée dans l'autre pays, ces prestations sont à la charge de cette institution, même si elles sont effectivement fournies après son départ.

Article 5

1. Pour bénéficier des prestations en nature en vertu du paragraphe 2 de l'article 12 de la Convention le travailleur présente à l'institution du lieu de résidence une attestation délivrée par l'institution compétente du pays où il a été assuré en dernier lieu avant le transfert de sa résidence prouvant qu'il a droit à ces prestations et contenant la demande à la première institution de servir ces prestations, en indiquant notamment la durée maximum pendant laquelle elles peuvent être servies. Si le travailleur ne présente pas cette attestation, l'institution du lieu de résidence s'adresse à l'institution compétente pour l'obtenir.

2. La disposition du paragraphe 4 de l'article 13 de la Convention est applicable par analogie.

Article 6

1. Pour bénéficier des soins médicaux, y compris, le cas échéant, l'hospitalisation, lors d'un séjour temporaire dans le pays autre que le pays compétent, le travailleur visé au paragraphe premier de l'article 13 de la Convention présente à l'institution du lieu de séjour une attestation délivrée par l'institution compétente si possible avant le début du séjour temporaire, prouvant qu'il a droit aux prestations susmentionnées. Cette attestation indique notamment la durée de la période pendant laquelle ces prestations peuvent être servies. Si le travailleur ne présente pas ladite attestation, l'institution du lieu de séjour s'adresse à l'institution compétente pour l'obtenir.

2. Les dispositions du paragraphe précédent sont applicables par analogie aux membres de la famille lors de leur séjour temporaire dans l'autre pays.

Article 7

1. Sont en outre applicables au service des prestations en nature dans les cas visés au paragraphe 2 de l'article 12 et au paragraphe premier de l'article 13 de la Convention, les dispositions suivantes.

2. En cas d'hospitalisation, l'institution du lieu de séjour notifie à l'institution compétente, dans un délai de sept jours à partir de la date où elle en a pris connaissance, la date d'entrée dans un hôpital ou dans un autre établissement médical et la durée probable de l'hospitalisation; lors de la sortie de l'hôpital ou de l'autre établissement médical, l'institution du lieu de séjour notifie dans un délai de sept jours à partir de la date où elle en a pris connaissance, à l'institution compétente la date de sortie.

3. Afin d'obtenir l'autorisation à laquelle l'octroi des prestations visées au paragraphe 4 de l'article 13 de la Convention est subordonné, l'institution du lieu de séjour adresse une demande à l'institution compétente. Lorsque ces prestations ont été servies, en cas

d'urgence absolue, sans l'autorisation de l'institution compétente, l'institution du lieu de séjour avise immédiatement ladite institution.

4. Les cas d'urgence absolue au sens de l'article 13, paragraphe 4 de la Convention sont ceux où le service de la prestation ne peut être différé sans mettre gravement en danger la vie ou la santé de l'intéressé. Dans le cas où une prothèse ou un appareillage est accidentellement cassé ou détérioré, il suffit pour établir l'urgence absolue, de justifier la nécessité de la réparation ou du renouvellement de la fourniture en question.

5. Le „Ziekenfondsraad” (Conseil des caisses de maladie) et la „Sosyal Sigortalar Kurumu” (Institution des assurances sociales) établissent d'un commun accord la liste des prestations visées au paragraphe 4 de l'article 13 de la Convention.

Article 8

1. Pour conserver le bénéfice des prestations en nature dans le pays de sa nouvelle résidence, le travailleur visé au paragraphe 2 de l'article 13 de la Convention est tenu de présenter à l'institution du lieu de sa nouvelle résidence une attestation par laquelle l'institution compétente l'autorise à conserver le bénéfice des prestations après le transfert de sa résidence. Ladite institution indique, le cas échéant, dans cette attestation la durée maximum du service des prestations en nature telle qu'elle est prévue par la législation du pays compétent. L'institution compétente peut, après le transfert de la résidence du travailleur, et à la requête de celui-ci, délivrer l'attestation, lorsque celle-ci n'a pu être établie antérieurement pour des raisons de force majeure.

2. Aux fins du service des prestations par l'institution de la nouvelle résidence du travailleur, les dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article 7 du présent arrangement sont applicables par analogie.

3. L'institution de la nouvelle résidence fait procéder périodiquement, soit de sa propre initiative, soit à la demande de l'institution compétente, à l'examen du bénéficiaire en vue de déterminer si les soins médicaux sont effectivement et régulièrement dispensés. Elle est tenue de pratiquer lesdits examens et d'aviser immédiatement l'institution compétente de leur résultat. La continuation de la prise en charge des soins médicaux par l'institution compétente est subordonnée à l'accomplissement de ces règles.

4. Les dispositions des paragraphes 1 à 3 du présent article sont applicables par analogie aux membres de la famille du travailleur qui transfèrent leur résidence dans l'autre pays après la réalisation du risque de maladie ou de maternité.

5. Lorsque l'institution du lieu de résidence constate que l'hospitalisation doit prendre fin, elle notifie au travailleur la date de la fin

de l'hospitalisation et adresse immédiatement copie de cette notification à l'institution compétente.

Article 9

1. Pour bénéficier des prestations en nature dans le pays de leur résidence, les membres de la famille visés au paragraphe premier de l'article 14 de la Convention sont tenus de se faire inscrire auprès de l'institution du lieu de leur résidence, en présentant les pièces justificatives suivantes:

- (i) une attestation délivrée en trois exemplaires, à la demande du travailleur, par l'institution compétente, certifiant l'existence du droit aux prestations en nature du travailleur et indiquant les noms des membres de sa famille communiqués par le travailleur. Cette attestation est valable aussi longtemps que l'institution compétente n'a pas notifié à l'institution du lieu de résidence l'annulation de ladite attestation;
- (ii) les pièces justificatives normalement exigées par la législation du pays de résidence pour l'octroi des prestations en nature aux membres de la famille.

2. L'institution du lieu de résidence fait connaître à l'institution compétente si les membres de la famille ont droit ou non aux prestations en vertu de la législation appliquée par la première institution.

3. L'octroi des prestations en nature aux membres de la famille est subordonnée à la validité de l'attestation visée au paragraphe 1 du présent article.

4. Le travailleur et les membres de sa famille sont tenus d'informer, respectivement, l'institution compétente et l'institution du lieu de résidence de ces derniers de tout changement dans leur situation susceptible de modifier le droit des membres de la famille aux prestations en nature, notamment tout abandon ou changement d'emploi du travailleur ou tout transfert de la résidence ou du séjour de celui-ci ou d'un membre de sa famille.

5. L'institution du lieu de résidence prête ses bons offices à l'institution compétente que se propose d'exercer un recours contre le bénéficiaire qui a obtenu indûment des prestations.

Article 10

Dans le cas visé au paragraphe 2 de l'article 14 de la Convention, l'institution compétente demande, s'il est nécessaire, à l'institution du lieu de la dernière résidence de tout membre de la famille ayant transféré sa résidence dans le pays compétent, de lui fournir des renseignements relatifs à la période du service de prestations effectué immédiatement avant ce transfert.

Article 11

1. Pour bénéficier des prestations en nature dans le pays de sa résidence, le titulaire d'une pension ou d'une rente visé au paragraphe 2 de l'article 16 de la Convention est tenu de se faire inscrire auprès de l'institution du lieu de sa résidence, en produisant une attestation par laquelle, selon le pays dont relève l'institution débitrice de la pension ou de la rente la „Sosyal Sigortalar Kurumu” (Institution des assurances sociales) ou le „Ziekenfondsraad” (Conseil des caisses de maladie) fait connaître que le titulaire de la pension ou de la rente a droit, pour lui-même et les membres de sa famille, aux prestations en nature. L'organisme qui a établi l'attestation transmet le double de celle-ci à l'organisme de liaison du pays de résidence.

2. Le titulaire d'une pension ou d'une rente est tenu d'informer l'institution du lieu de sa résidence de tout changement dans sa situation susceptible de modifier son droit aux prestations en nature, notamment toute suspension ou suppression de sa pension ou de sa rente et tout transfert de sa résidence ou de celle des membres de sa famille.

3. L'organisme qui a établi l'attestation peut informer l'organisme de liaison du pays de résidence du titulaire de la pension ou de la rente de la fin des droits à prestations en nature du titulaire.

Article 12

1. Pour bénéficier des prestations en espèces lors d'un séjour dans le pays autre que le pays compétent le travailleur est tenu de s'adresser immédiatement à l'institution du lieu de séjour en lui présentant dans le cas visé au paragraphe 2 de l'article 12 de la Convention l'attestation visée à l'article 5, paragraphe 1, dans le cas visé au paragraphe 1 de l'article 13 de la Convention l'attestation visée à l'article 6, paragraphe 1 et dans le cas visé au paragraphe 2 de l'article 13 de la Convention l'attestation visée à l'article 8, paragraphe 1. Si la législation du pays où il se trouve le prévoit, il en ajoute un certificat d'incapacité de travail délivré par le médecin traitant. Il indique en outre son adresse dans le pays où il se trouve, ainsi que le nom et l'adresse de son employeur et de l'institution compétente.

2. Si le travailleur ne présente pas l'attestation visée au paragraphe précédent, l'institution du lieu de séjour s'adresse à l'institution compétente pour obtenir une telle attestation ou une déclaration que le travailleur est encore assuré suivant la législation du pays compétent. Néanmoins l'attestation visée à l'article 8, paragraphe 1, n'est établi après le transfert de résidence que si celle-ci, pour des raisons de force majeure n'a pu être établie antérieurement.

Article 13

1. L'institution du lieu de séjour fait procéder immédiatement, et au plus tard dans les trois jours qui suivent la date à laquelle le travailleur s'est adressé à cette institution, à un contrôle médical du travailleur par un de ses médecins contrôleurs. Dans le cas où l'institution compétente a indiqué dans l'attestation visée à l'article 8, paragraphe 1, une date à laquelle le travailleur doit être soumis au contrôle médical, l'institution du lieu de séjour peut différer le premier contrôle médical, jusqu'à cette date.

2. Le rapport de ce médecin, qui mentionne si le travailleur est incapable de travail, et en cas affirmatif la date du début de l'incapacité de travail, le diagnostic et la durée probable de l'incapacité de travail, est adressé par l'institution du lieu de séjour à l'institution compétente dans les trois jours suivant la date du contrôle. L'institution du lieu de séjour indique la date à laquelle le travailleur s'est présenté à cette institution.

Article 14

1. Le travailleur est soumis au règlement de contrôle administratif de l'institution du lieu de séjour.

2. Après le premier contrôle médical l'institution du lieu de séjour continue le contrôle médical et administratif suivant les modalités applicables à ses propres assurés. Le contrôle médical est effectué de cette fréquence que le travailleur est réexaminé à la fin de la période pendant laquelle il resterait probablement incapable de travail selon le dernier rapport de contrôle médical.

3. Les rapports médicaux, indiquant si le travailleur est encore incapable de travail, le diagnostic et la durée probable de l'incapacité de travail, sont adressés par l'institution du lieu de séjour à l'institution compétente dans les sept jours suivant la date du contrôle.

4. Lorsque l'institution du lieu de séjour constate que le travailleur viole le règlement du contrôle, elle en communique immédiatement l'institution compétente en décrivant la nature de la violation et indiquant quelles conséquences sont liées habituellement à une telle violation par l'institution du lieu de séjour quand il s'agirait de son propre assuré.

Article 15

1. Lorsque le médecin-contrôleur constate que le travailleur est ou sera apte à reprendre le travail, l'institution du lieu de séjour notifie au travailleur la fin de son incapacité de travail et adresse, sans délai, une copie de cette notification à l'institution compétente, en ajoutant le rapport du médecin-contrôleur.

2. Lorsque l'institution compétente, sur la base des renseignements qu'elle a reçus, décide que le travailleur est apte à reprendre

le travail, elle lui notifie sa décision en adressant une copie de cette notification à l'institution du lieu de résidence.

3. Lorsque, dans le même cas, deux dates différentes de la fin de l'incapacité de travail sont fixées par l'institution du lieu de résidence et par l'institution compétente, la date fixée par l'institution compétente l'emporte.

Article 16

Lorsque le travailleur retourne dans le pays compétent, l'institution du lieu de séjour en informe l'institution compétente et ajoute à cette information un avis du médecin-contrôleur, indiquant si le voyage est nuisible à l'état de santé du travailleur.

Article 17

1. En ce qui concerne les prestations en nature servies en vertu des dispositions du paragraphe 2 de l'article 12 et des paragraphes 1, 2 et 6 de l'article 13 de la Convention, les montants effectifs des dépenses afférentes auxdites prestations, telles qu'elles résultent de la comptabilité des institutions, sont remboursées par les institutions compétentes aux institutions qui ont servi les prestations susvisées.

2. Les notes relatives aux coûts des prestations ainsi servies en Turquie, sont adressées à la „Sosyal Sigortalar Kurumu” (Institution des assurances sociales) qui les transmet semestriellement au „Ziekenfondsraad” (Conseil des caisses de maladie) accompagnées d'un relevé dont le modèle est fixé d'un commun accord.

3. Les notes relatives aux coûts des prestations ainsi servies aux Pays-Bas, sont adressées au „Ziekenfondsraad” (Conseil des caisses de maladie), qui les transmet semestriellement à la „Sosyal Sigortalar Kurumu” (Institution des assurances sociales) accompagnées d'un relevé dont le modèle est fixé d'un commun accord.

4. Ne peuvent être pris en compte, aux fins de remboursement, des tarifs supérieurs à ceux applicables aux prestations en nature servies aux travailleurs soumis à la législation appliquée par l'institution ayant servi les prestations visées au paragraphe 1 du présent article.

Article 18

1. Aux fins de l'application de l'article 14 de la Convention, les dépenses afférentes aux prestations en nature servies aux membres de la famille, sont évaluées forfaitairement pour chaque année civile.

2. Le montant forfaitaire est obtenu en multipliant le coût moyen annuel par famille par le nombre de familles entrant en ligne de compte.

Les éléments du calcul sont déterminés comme suit:

- a. le coût moyen annuel par famille est établi pour les Pays-Bas en divisant les dépenses annuelles afférentes au total des prestations en nature servies par les institutions néerlandaises à l'ensemble des membres de famille des assurés soumis à la législation néerlandaise, par le nombre moyen annuel des assurés soumis à la législation néerlandaise et ayant des membres de famille pouvant prétendre aux prestations;
- b. le coût moyen annuel par famille est établi pour la Turquie en divisant le total des dépenses afférentes aux prestations en nature servies tant aux assurés qu'aux membres de leur famille par l'effectif moyen annuel des assurés multiplié par un coefficient augmenté de 1; le nombre ainsi obtenu est multiplié par ledit coefficient.

Le coefficient représentant la moyenne des membres de famille par assuré est obtenu en divisant le total des membres de famille par le total des assurés. Ce coefficient est fixé, pour chaque année civile, par la „Sosyal Sigortalar Kurumu” (Institution des assurances sociales) qui prend en considération des données statistiques pour ses estimations et notifie le résultat au „Ziekenfondsraad” (Conseil des caisses de maladie) pour approbation. Tout litige à ce sujet, est soumis aux autorités compétentes.

3. Le nombre de familles et les périodes de travail des assurés, exprimées en mois, font l'objet d'un relevé annuel récapitulatif.

Ce relevé est adressé, dans les six mois qui suivent l'exercice auquel il se rapporte, d'une part au „Ziekenfondsraad” (Conseil des caisses de maladie) et d'autre part à la „Sosyal Sigortalar Kurumu” (Institution des assurances sociales), accompagné d'un exemplaire des attestations établies par les organismes compétents conformément à l'article 9, paragraphe 1, sous (i) du présent arrangement.

Article 19

1. En ce qui concerne les prestations en nature servies aux Pays-Bas en vertu des dispositions du paragraphe 2 de l'article 16 de la Convention, les dépenses afférentes auxdites prestations sont évaluées forfaitairement pour chaque année civile, de la manière suivante:

- a. le montant forfaitaire est obtenu en multipliant le coût moyen annuel par titulaire de pension ou de rente et membre de la famille du titulaire visé par le nombre moyen annuel des titulaires de pension ou de rente et membres de leurs familles entrant en ligne de compte;
- b. le coût par titulaire de pension ou de rente et membre de la famille du titulaire visé est égal à la moyenne par titulaire de

pension ou de rente et membre de la famille des dépenses afférentes au total des prestations en nature servies par les institutions du pays en question à l'ensemble des titulaires de pension ou de rente (y compris les membres de leurs familles) soumis à la législation de ce pays;

- c. les calculs peuvent être différents selon le groupement d'âge, auquel appartiennent les titulaires d'une pension ou d'une rente.

2. Le remboursement des dépenses relatives aux prestations en nature servies en Turquie conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 16 de la Convention, s'effectue en vertu des méthodes et des bases, citées aux paragraphes 1, 2 et 4 de l'article 17 du présent arrangement.

Article 20

1. Les remboursements prévus à l'article 17 de la Convention sont effectués par l'intermédiaire des organismes de liaison compétents.

2. Pour compenser les frais d'administration, les organismes de liaison peuvent convenir d'un pourcentage sur les montants calculés conformément aux articles 17, 18 et 19 du présent arrangement.

En outre ils peuvent convenir du versement des avances sur les montants dûs.

3. Les organismes de liaison peuvent, d'un commun accord, convenir des autres modes d'estimation relatifs aux montants à rembourser, conformément aux dispositions des articles 17, 18 et 19 du présent arrangement.

Article 21

Les dispositions du présent chapitre sont applicables par analogie aux prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle, dues en vertu de la législation turque.

CHAPITRE 3

Invalidité

Article 22

Pour l'application de ce chapitre est assimilée à l'institution compétente une institution autre que l'institution visée à l'article 1, alinéa f de la Convention, qui en vertu de la législation applicable est chargée exclusivement de la promotion et de la supervision des mesures de réadaptation et des soins médicaux et services connexes, ainsi que de la vérification de l'existence d'une perte de capacité de gain.

Article 23

1. Le contrôle administratif et médical des titulaires de prestations en vertu de la législation néerlandaise, qui résident en Turquie est effectué à la demande de l'institution compétente, par l'inter-

médiaire de la „Sosyal Sigortalar Kurumu” (Institution des assurances sociales).

2. Le contrôle administratif et médical des titulaires de prestations en vertu de la législation turque qui résident aux Pays-Bas est effectué, à la demande de l'institution compétente par l'intermédiaire de la „Nieuwe Algemene Bedrijfsvereniging” (Nouvelle association professionnelle générale), à Amsterdam.

3. L'institution compétente conserve, toutefois, le droit de faire procéder à l'examen du titulaire par un médecin de son choix et de prescrire des mesures tendant à préserver, à rétablir ou à améliorer la santé du titulaire de prestations, ainsi que son aptitude à travailler.

Article 24

Aux fins de l'évaluation du degré d'invalidité, les institutions de chaque pays font état des constatations médicales ainsi que des informations d'ordre administratif recueillies par les institutions de l'autre pays, mais conservent, toutefois, le droit de faire procéder à l'examen de l'intéressé par un médecin de leur choix.

Article 25

Lorsque, à la suite du contrôle visé à l'article 23 du présent arrangement, il a été constaté que le bénéficiaire d'une pension d'invalidité est ou a été occupé alors qu'il est ou était au bénéfice des prestations, ou qu'il a repris le travail, un rapport est adressé à l'institution compétente. Le rapport indique la nature de l'emploi effectué, le montant des gains du travailleur intéressé, la rémunération normale perçue dans la même région par un travailleur de la catégorie professionnelle à laquelle appartenait l'assuré, dans la profession qu'il exerçait avant de devenir invalide, ainsi que, le cas échéant, l'avis d'un médecin expert sur l'état de santé de l'intéressé.

Article 26

Lorsque, après suspension ou suppression de la pension un assuré recouvre son droit à la pension d'invalidité, tout en résidant dans le pays autre que le pays débiteur de la pension, les institutions intéressées échangent tous renseignements utiles en vue de la reprise des paiements.

Article 27

Les frais résultant du contrôle administratif ou médical sont supportés par l'institution débitrice de la pension. Ces frais sont établies par l'institution créditrice conformément aux dispositions de la législation appliquée par elle et sont remboursés par l'institution débitrice, sur présentation d'une note détaillée des dépenses effectuées.

Toutefois, les institutions compétentes pourront convenir d'autres modalités de remboursement.

CHAPITRE 4

Vieillesse et décès (pensions)

Article 28

1. Pour bénéficier des prestations en vertu des dispositions du chapitre 3 du Titre III de la Convention le travailleur ou le survivant d'un travailleur est tenu d'adresser sa demande à l'institution compétente du lieu de sa résidence selon les modalités déterminées par la législation du pays de résidence.

2. Lorsque le travailleur ou le survivant d'un travailleur, ne résidant pas aux Pays-Bas ou en Turquie, sollicite le bénéfice d'une prestation en vertu des dispositions du chapitre 3 du Titre III de la Convention il est tenu d'adresser sa demande à l'institution compétente du pays sous la législation duquel le travailleur a été assuré en dernier lieu.

3. Le demandeur précise, dans la mesure du possible, la ou les institutions des deux pays auprès desquelles le travailleur a été assuré, soit le ou les employeurs auprès desquels il a été occupé dans les deux pays.

Article 29

La demande introduite conformément aux dispositions de l'article précédent est instruite par l'institution compétente à laquelle elle a été adressée. Cette institution est désignée ci-après par le terme „institution d'instruction”.

Article 30

1. Pour l'instruction des demandes de prestations dues en vertu des dispositions du chapitre 3 du Titre III de la Convention, l'institution d'instruction utilise un formulaire comportant notamment les renseignements d'état-civil indispensables, le relevé et la récapitulation des périodes d'assurance accomplies par l'assuré en vertu des législations auxquelles il a été soumis.

2. La transmission de ce formulaire aux institutions compétentes de l'autre pays remplace la transmission des pièces justificatives.

Article 31

1. L'institution d'instruction porte, sur le formulaire visé à l'article précédent, les périodes d'assurance accomplies au titre de la législation qui lui est applicable et envoie deux exemplaires dudit formulaire à l'institution compétente de l'autre pays.

2. Cette institution complète le formulaire par l'indication des périodes d'assurance accomplies au titre de sa propre législation et en renvoie un exemplaire à l'institution d'instruction. En outre sont portés sur le formulaire les renseignements suivants: le montant des droits qui s'ouvrent en vertu de sa propre législation, compte tenu

des dispositions du chapitre 3 du Titre III de la Convention, le montant de la prestation à laquelle le demandeur pourrait prétendre, sans application des dispositions de l'article 23 de la Convention, pour les seules périodes d'assurance accomplies en vertu de la législation qu'elle applique, ainsi que l'indication des voies et délais de recours.

Article 32

1. Si l'institution d'instruction constate que le demandeur a droit au bénéfice des dispositions du paragraphe 2 de l'article 23 de la Convention, elle détermine le complément auquel le demandeur a droit en vertu desdites dispositions.

2. Lors de l'application du paragraphe 2 de l'article 23 de la Convention la conversion des montants libellés en différentes monnaies nationales est effectuée compte tenu du cours officiel de change valable le jour où la pension est liquidée. En cas de variations de ce cours, il n'est procédé à la révision de la pension que lorsque ces variations dépassent dix pour cent.

Article 33

L'institution d'instruction notifie au demandeur l'ensemble des décisions prises concernant la liquidation des prestations calculées en application de l'article 23 de la Convention ainsi que les voies et les délais de recours prévues par chacune des législations appliquées. De plus, ladite institution adresse copie de cette notification à l'institution compétente de l'autre pays et communique la date à laquelle cette notification a été remise au demandeur.

Article 34

Les dispositions des articles 22 à 27 du présent arrangement sont applicables par analogie aux pensions de veuve et d'orphelins alloués au titre d'invalidité.

CHAPITRE 5

Allocations familiales

Article 35

Aux fins de l'application de l'article 33 de la Convention les institutions turques prêteront leurs bons offices aux institutions néerlandaises, notamment en vue de la vérification des renseignements nécessaires pour l'octroi des allocations familiales qui sont dues par les institutions néerlandaises pour des enfants résidant en Turquie.

CHAPITRE 6

Chômage

Article 36

1. Pour bénéficier des dispositions de l'article 34 de la Convention le demandeur est tenu de présenter à l'institution compétente

néerlandaise une attestation relative aux périodes d'emploi en Turquie, à prendre en compte dans la mesure où il est nécessaire d'y faire appel pour compléter les périodes déjà accomplies en vertu de la législation néerlandaise.

2. L'attestation est délivrée, à la demande du travailleur, par l'office régional de la „Sosyal Sigortalar Kurumu” (Institution des assurances sociales), compétent pour le lieu de son dernier emploi en Turquie. Si le travailleur ne peut présenter l'attestation, l'institution compétente néerlandaise demande à cette institution d'établir et de lui transmettre l'attestation.

CHAPITRE 7

Dispositions diverses

Article 37

1. Les prestations dues par l'institution d'un pays aux titulaires résidant dans l'autre pays sont versées directement et aux échéances prévues par la législation qu'elle applique.

2. L'institution compétente verse les prestations en espèces par mandat international postal ou bancaire et en avise pour la première fois l'institution du lieu de résidence. Toutefois, ces prestations peuvent être servies par l'institution du lieu de résidence pour le compte de l'institution compétente, si cette dernière est d'accord. Dans ce cas, l'institution compétente fait connaître à l'institution du lieu de résidence le montant des prestations et la ou les dates auxquelles celles-ci doivent être payées, ainsi que la durée maximum du service des prestations.

Article 38

Les prestations sont versées aux titulaires sans déduction des frais postaux ou bancaires.

Article 39

Toutes les difficultés relatives à l'application du présent arrangement seront réglées par une commission composée des représentants, compétents dans la matière de la sécurité sociale, des autorités compétentes, qui peuvent se faire accompagner par des experts. La commission se réunit alternativement dans l'un et l'autre pays.

Article 40

Les organismes de liaison fixeront, d'un commun accord, des formulaires nécessaires pour les attestations et autres documents exigés pour l'application de la Convention.

En outre, ils peuvent prendre, d'un commun accord, des mesures complémentaires d'ordre administratif pour l'application du présent arrangement.

Article 41

Le présent arrangement entrera en vigueur le même jour que la Convention. Il aura la même durée que la Convention.

FAIT en double exemplaire en langue française à la Haye, le 14 juin 1967.

(s.) B. ROOLVINK

(s.) V. HALEFOĞLU

C. VERTALING

Administratief Akkoord met betrekking tot de wijze van toepassing van het op 5 april 1966 te Ankara ondertekende Verdrag tussen het Koninkrijk der Nederlanden en de Republiek Turkije inzake sociale zekerheid

Voor de toepassing van de artikelen 13, lid 5, 17, lid 2, en 35 van het op 5 april 1966 te Ankara ondertekende Verdrag tussen het Koninkrijk der Nederlanden en de Republiek Turkije inzake sociale zekerheid (hierna aangeduid met de term „Verdrag”) hebben de bevoegde Nederlandse en Turkse autoriteiten, te weten:

de heer B. Roolvink, Nederlands Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid

en

de Turkse Minister van Arbeid, vertegenwoordigd door de heer V. Halefoğlu, Ambassadeur van Turkije te 's-Gravenhage

in gemeen overleg de volgende regelen vastgesteld:

HOOFDSTUK 1

Artikel 1

Voor de toepassing van het Verdrag en van dit Akkoord worden als verbindingsorganen aangewezen:

1. in Nederland:
 - a. voor de verstrekkingen ingeval van ziekte en moederschap: de Ziekenfondsraad te Amsterdam;
 - b. voor de kinderbijlagen: de Vereeniging van Raden van Arbeid te Amsterdam;

- c. voor de ouderdoms- en overlevingspensioenen, evenals voor de kinderbijslagen, verschuldigd aan rechthebbenden op genoemde pensioenen: de Sociale Verzekeringsbank te Amsterdam;
 - d. in alle andere gevallen: het Gemeenschappelijk Administratiekantoor te Amsterdam;
2. in Turkije:
het „Sosyal Sigortalar Kurumu” (Instituut voor sociale verzekering) te Ankara.

Artikel 2

1. In het geval, bedoeld in alinea *a* van artikel 8 van het Verdrag, reikt de autoriteit of het orgaan, aangegeven in het tweede lid van dit artikel, van het land waar de onderneming zijn zetel heeft, aan de werknemer een bewijsstuk uit, waarin wordt verklaard, dat hij aan de wettelijke regeling van dit land onderworpen blijft.

Dit bewijsstuk moet, zo nodig, door de vertegenwoordiger van de werkgever in het andere land, indien er een zodanige vertegenwoordiger is, of anders door de werknemer zelf overgelegd worden.

Wanneer verscheidene werknemers, verbonden aan een zelfde onderneming, tegelijkertijd naar het andere land worden uitgezonden, teneinde er gezamenlijk een werk te verrichten, kan met één bewijsstuk voor al deze werknemers worden volstaan.

2. De autoriteit of het orgaan, bedoeld in het eerste lid van dit artikel is:

voor Nederland: de Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid;

voor Turkije: het „Sosyal Sigortalar Kurumu” (Instituut voor sociale verzekering) te Ankara.

Artikel 3

Voor de uitoefening van het recht van keuze overeenkomstig het tweede lid van artikel 9 van het Verdrag, richt de werknemer, terwijl hij tegelijkertijd zijn werkgever op de hoogte stelt, een verzoek aan de autoriteit of het orgaan als vermeld in het tweede lid van het vorige artikel van het vertegenwoordigde land.

De autoriteit of het orgaan, waaraan het verzoek is gericht stelt het orgaan respectievelijk de autoriteit van het andere land daarvan op de hoogte.

HOOFDSTUK 2

Ziekte, moederschap

Artikel 4

1. Om in aanmerking te komen voor de samentelling van de tijdvakken van verzekering, dient de in het eerste lid van artikel 12 van het Verdrag bedoelde werknemer aan het bevoegde orgaan een ver-

klaring over te leggen met betrekking tot de tijdvakken van verzekering, vervuld krachtens de wettelijke regeling waaraan hij onmiddellijk voor de datum van zijn laatste aankomst in het bevoegde land onderworpen is geweest.

2. De verklaring wordt op verzoek van de werknemer verstrekt:

a. met betrekking tot de in Nederland vervulde tijdvakken van verzekering:

(i) indien het uitkeringen betreft, door het orgaan van de ziekteverzekering (uitkeringen), waarbij hij laatstelijk verzekerd was;

(ii) indien de werknemer slechts verzekerd was ter zake van verstrekkingen, door het orgaan van de ziekteverzekering (verstrekkingen).

Genoemd orgaan vermeldt dat de werknemer ter zake van uitkeringen niet verzekerd was krachtens de ziekteverzekering.

b. met betrekking tot de in Turkije vervulde tijdvakken van verzekering:

door het bevoegde gewestelijke kantoor van het „Sosyal Sigortalari Kurumu” (Instituut voor sociale verzekering).

3. Indien de werknemer de verklaring niet overlegt, verzoekt het bevoegde orgaan van het land, waarheen hij zich heeft begeven, aan bovenbedoeld orgaan om opstelling en toezending van de verklaring.

4. Indien aan de in het eerste lid van artikel 12 van het Verdrag bedoelde werknemer voor zichzelf of voor een gezinslid het recht op prothesen, kunstmiddelen van grote omvang of andere belangrijke verstrekkingen is toegekend door het bevoegde orgaan van het land, waar de werknemer vóór zijn aankomst in het andere land laatstelijk verzekerd was, komen deze verstrekkingen ten laste van dit orgaan, zelfs indien zij in feite na zijn vertrek worden verleend.

Artikel 5

1. Om krachtens het tweede lid van artikel 12 van het Verdrag in aanmerking te komen voor verstrekkingen, legt de werknemer aan het orgaan van de woonplaats een verklaring, afgegeven door het bevoegde orgaan van het land, waar hij laatstelijk verzekerd is geweest voor de overbrenging van zijn woonplaats, over, waaruit blijkt, dat hij recht heeft op deze verstrekkingen. Deze verklaring bevat het verzoek aan het eerstgenoemde orgaan om deze verstrekkingen te verlenen, terwijl in het bijzonder wordt aangegeven gedurende welke tijd zij ten hoogste kunnen worden verleend.

Indien de werknemer genoemde verklaring niet overlegt, wendt het orgaan van de woonplaats zich tot het bevoegde orgaan teneinde deze te verkrijgen.

2. Het bepaalde in het vierde lid van artikel 13 van het Verdrag is van overeenkomstige toepassing.

Artikel 6

1. Om tijdens een tijdelijk verblijf in het andere land in aanmerking te komen voor geneeskundige behandeling, eventueel met inbegrip van opname in een ziekenhuis, legt de werknemer, bedoeld in het eerste lid van artikel 13 van het Verdrag, aan het orgaan van de verblijfplaats een door het bevoegde orgaan, zo mogelijk voor de aanvang van zijn tijdelijk verblijf, afgegeven verklaring over, waaruit blijkt, dat hij recht heeft op bovengenoemde verstrekkingen. In deze verklaring is in het bijzonder de duur vermeld van het tijdvak, gedurende hetwelk deze verstrekkingen kunnen worden verleend. Indien de werknemer genoemde verklaring niet overlegt, wendt het orgaan van de verblijfplaats zich ter verkrijging hiervan tot het bevoegde orgaan.

2. Het bepaalde in het vorige lid is van overeenkomstige toepassing op de gezinsleden van de werknemer tijdens hun tijdelijk verblijf in het andere land.

Artikel 7

1. Voor het verlenen van verstrekkingen gelden in de gevallen, bedoeld in het tweede lid van artikel 12 en in het eerste lid van artikel 13 van het Verdrag bovendien de volgende bepalingen.

2. In geval van opname in een ziekenhuis geeft het orgaan van de verblijfplaats binnen zeven dagen, na de dag waarop het hiervan kennis heeft gekregen, aan het bevoegde orgaan bericht inzake de datum van opname in een ziekenhuis of andere geneeskundige inrichting, alsmede inzake de vermoedelijke duur van de opname; bij vertrek uit het ziekenhuis of de andere geneeskundige inrichting geeft het orgaan van de verblijfplaats binnen zeven dagen na de dag waarop het hiervan kennis heeft gekregen het bevoegde orgaan kennis van de datum van vertrek.

3. Ter verkrijging van de machtiging voor het verstrekken van de in het vierde lid van artikel 13 van het Verdrag bedoelde verstrekkingen richt het orgaan van de verblijfplaats een verzoek tot het bevoegde orgaan. Indien deze verstrekkingen in onmiskenbare spoedgevallen zonder machtiging van het bevoegde orgaan zijn verleend, stelt het orgaan van de verblijfplaats dat orgaan hiervan onmiddellijk op de hoogte.

4. De onmiskenbare spoedgevallen in de zin van artikel 13, vierde lid, van het Verdrag zijn die gevallen, waarin het verlenen van een verstrekking niet kan worden uitgesteld zonder het leven of de gezondheid van de betrokkene ernstig in gevaar te brengen. In het geval waarin een prothese of een kunstmiddel door een ongeval is

gebroken of beschadigd is het om de onmiskenbare spoed vast te stellen, voldoende de noodzaak van het herstel of de vernieuwing van het desbetreffende kunst- of hulpmiddel aan te tonen.

5. De Ziekenfondsraad en het „Sosyal Sigortalar Kurumu” (Instituut voor sociale verzekering) stellen in gemeen overleg de lijst van verstrekkingen, bedoeld in het vierde lid van artikel 13 van het Verdrag samen.

Artikel 8

1. Om in het land van zijn nieuwe woonplaats in het genot te blijven van verstrekkingen, dient de in het tweede lid van artikel 13 van het Verdrag bedoelde werknemer aan het orgaan van zijn nieuwe woonplaats een verklaring over te leggen, waarbij het bevoegde orgaan hem toestaat na de overbrenging van zijn woonplaats in het genot te blijven van de verstrekkingen. Genoemd orgaan geeft in deze verklaring eventueel de maximale duur van de verlening van verstrekkingen aan, zoals deze door de wettelijke regeling van het bevoegde land is bepaald.

Het bevoegde orgaan kan op verzoek van de werknemer de verklaring ook na de overbrenging van diens woonplaats uitreiken, indien deze verklaring, als gevolg van overmacht, niet tevoren kon worden opgesteld.

2. Met het oog op de verlening van verstrekkingen door het orgaan van de nieuwe woonplaats van de werknemer, zijn de bepalingen van het tweede en derde lid van artikel 7 van dit Akkoord van overeenkomstige toepassing.

3. Het orgaan van de nieuwe woonplaats laat, hetzij op eigen initiatief, hetzij op verzoek van het bevoegde orgaan, de rechthebende geregeld onderzoeken teneinde vast te stellen of de geneeskundige behandeling daadwerkelijk en regelmatig wordt verleend. Het dient deze onderzoeken te doen instellen en het bevoegde orgaan onmiddellijk van de resultaten ervan op de hoogte te stellen. Het ten laste van het bevoegde orgaan blijven van de geneeskundige behandeling is afhankelijk van de naleving van deze voorschriften.

4. De bepalingen van de leden 1 tot en met 3 van dit artikel zijn van overeenkomstige toepassing op de gezinsleden van de werknemer, die, nadat zij zijn ziek geworden of bevallen, hun woonplaats naar het andere land overbrengen.

5. Indien het orgaan van de woonplaats vaststelt, dat de verpleging in het ziekenhuis dient te worden beëindigd, deelt het de werknemer de datum van het einde van de verpleging in het ziekenhuis mede en zendt aan het bevoegde orgaan onmiddellijk een afschrift van deze mededeling.

Artikel 9

1. Om in het land van hun woonplaats in aanmerking te komen voor verstrekkingen dienen de in het eerste lid van artikel 14 van het Verdrag bedoelde gezinsleden zich bij het orgaan van hun woonplaats te laten inschrijven onder overlegging van de volgende bewijsstukken:

- (i) een verklaring in drievoud, op verzoek van de werknemer door het bevoegde orgaan afgegeven, waaruit blijkt, dat de werknemer recht heeft op verstrekkingen, en welke de door de werknemer vermelde namen van zijn gezinsleden bevat. Deze verklaring is geldig zolang het bevoegde orgaan aan het orgaan van de woonplaats niet heeft medegedeeld, dat die verklaring niet meer geldig is;
- (ii) de bewijsstukken, welke door de wettelijke regeling van het land van de woonplaats voor de toekenning van verstrekkingen aan de gezinsleden gewoonlijk worden geëist.

2. Het orgaan van de woonplaats deelt aan het bevoegde orgaan mede of de gezinsleden al dan niet recht hebben op verstrekkingen krachtens de wettelijke regeling welke door eerstgenoemd orgaan wordt toegepast.

3. De toekenning van verstrekkingen aan de gezinsleden is afhankelijk van de geldigheid van de in het eerste lid van dit artikel bedoelde verklaring.

4. De werknemer en diens gezinsleden dienen het bevoegde orgaan onderscheidenlijk het orgaan van de woonplaats van laatstgenoemden in kennis te stellen van iedere wijziging van hun toestand, waardoor verandering in het recht der gezinsleden op verstrekkingen zou kunnen ontstaan, in het bijzonder van elke staking of wijziging van de werkzaamheden van de werknemer of van elke overbrenging van de woon- of verblijfplaats van hem of van een van zijn gezinsleden.

5. Het orgaan van de woonplaats verleent zijn goede diensten aan het bevoegde orgaan, dat voornemens is verhaal uit te oefenen op een persoon, die ten onrechte verstrekkingen heeft gekregen.

Artikel 10

In het geval, bedoeld in het tweede lid van artikel 14 van het Verdrag, verzoekt het bevoegde orgaan zonedig het orgaan van de laatste woonplaats van elk gezinslid, dat zijn woonplaats naar het bevoegde land heeft overgebracht, om inlichtingen omtrent het tijdvak, waarvoor onmiddellijk vóór de overbrenging verstrekkingen zijn verleend.

Artikel 11

1. Om in het land van zijn woonplaats in aanmerking te komen voor verstrekkingen dient de rechthebbende op een pensioen of een

rente, bedoeld in het tweede lid van artikel 16 van het Verdrag, zich te laten inschrijven bij het orgaan van zijn woonplaats, waarbij hij een verklaring dient over te leggen; daarin wordt al naar gelang het land, waartoe het orgaan dat het pensioen of de rente verschuldigd is behoort, door het „Sosyal Sigortalar Kurumu” (Instituut voor sociale verzekering) of de Ziekenfondsraad opgegeven, of de rechthebbende op het pensioen of de rente voor zichzelf en zijn gezinsleden recht heeft op verstrekkingen. Het orgaan, dat deze verklaring heeft opgesteld, zendt hiervan een afschrift aan het verbindingsorgaan van het land van de woonplaats.

2. De rechthebbende op een pensioen of rente dient het orgaan van zijn woonplaats in kennis te stellen van iedere verandering in zijn toestand, waardoor wijziging in zijn recht op verstrekkingen zou kunnen ontstaan, in het bijzonder van iedere opschorting of intrekking van zijn pensioen of rente en van iedere overbrenging van zijn woonplaats of die van zijn gezinsleden.

3. Het orgaan, dat de verklaring heeft opgesteld kan het verbindingsorgaan van het land van de woonplaats van de rechthebbende op het pensioen of de rente inlichten omtrent het einde van het recht op verstrekkingen van de rechthebbende.

Artikel 12

1. Om tijdens een verblijf in het andere dan het bevoegde land in aanmerking te komen voor uitkeringen, dient de werknemer zich onmiddellijk tot het orgaan van de verblijfplaats te wenden, waarbij hij in het geval, bedoeld in het tweede lid van artikel 12 van het Verdrag, de verklaring, bedoeld in het eerste lid van artikel 5, in het geval, bedoeld in het eerste lid van artikel 13 van het Verdrag, de verklaring, bedoeld in het eerste lid van artikel 6 en in het geval, bedoeld in het tweede lid van artikel 13 van het Verdrag de verklaring, bedoeld in het eerste lid van artikel 8 overlegt. Indien de wettelijke regeling van het land, waar hij zich bevindt hierin voorziet, dient hij een door de behandelende geneesheer afgegeven bewijs van arbeidsongeschiktheid bij te voegen. Voorts verstrekt hij zijn adres in het land waar hij zich bevindt, alsmede de naam en het adres van zijn werkgever en van het bevoegde orgaan.

2. Indien de werknemer de verklaring, bedoeld in het vorige lid, niet overlegt, wendt het orgaan van de verblijfplaats zich tot het bevoegde orgaan teneinde deze verklaring of een bewijs, dat de werknemer nog verzekerd is krachtens de wettelijke regeling van het bevoegde land, te verkrijgen. De verklaring bedoeld in artikel 8, eerste lid, wordt evenwel na de overbrenging van de woonplaats alleen opgesteld, indien zij als gevolg van overmacht niet tevoren kon worden opgesteld.

Artikel 13

1. Het orgaan van de verblijfplaats gaat onmiddellijk en op zijn laatst binnen drie dagen volgende op de datum waarop de werknemer zich tot dit orgaan heeft gewend, over tot een medische controle van de werknemer door een van zijn controlerende geneesheren. In het geval, dat het bevoegde orgaan in de verklaring, bedoeld in artikel 8, eerste lid, een datum heeft aangegeven, waarop de werknemer medisch gecontroleerd moet worden, kan het orgaan van de verblijfplaats de eerste medische controle tot die datum uitstellen.

2. Het verslag van deze geneesheer, waarin vermeld wordt of de werknemer arbeidsongeschikt is en in het bevestigende geval de datum van de aanvang van de arbeidsongeschiktheid, de diagnose en de vermoedelijke duur van de arbeidsongeschiktheid, wordt door het orgaan van de verblijfplaats binnen drie dagen volgende op de datum van de controle, aan het bevoegde orgaan gezonden. Het orgaan van de verblijfplaats vermeldt de datum, waarop de werknemer zich tot dit orgaan heeft gewend.

Artikel 14

1. De werknemer is onderworpen aan de controle-voorschriften van het orgaan van de verblijfplaats.

2. Na de eerste medische controle zet het orgaan van de verblijfplaats de medische en administratieve controle voort volgens de op zijn eigen verzekerden van toepassing zijnde regels. De medische controle wordt met zodanige frequentie verricht, dat de werknemer weer onderzocht wordt aan het einde van het tijdvak gedurende hetwelk hij volgens het laatste medische controlerapport vermoedelijk arbeidsongeschikt zou blijven.

3. De medische rapporten, waarin vermeld is of de werknemer nog arbeidsongeschikt is, de diagnose en de vermoedelijke duur van de arbeidsongeschiktheid, worden door het orgaan van de verblijfplaats binnen zeven dagen na de datum van de controle aan het bevoegde orgaan gezonden.

4. Wanneer het orgaan van de verblijfplaats vaststelt, dat de werknemer de controle-voorschriften overtreedt, stelt het onmiddellijk het bevoegde orgaan daarvan in kennis, waarbij de aard van de overtreding wordt medegedeeld en waarbij tevens wordt aangegeven welke gevolgen door het orgaan van de verblijfplaats gewoonlijk worden verbonden aan een dergelijke overtreding, wanneer het een eigen verzekerde betrof.

Artikel 15

1. Wanneer de controlerende geneesheer vaststelt, dat de werknemer in staat is of zal zijn de arbeid te hervatten, stelt het orgaan van de verblijfplaats de werknemer in kennis van het einde van zijn

arbeidsongeschiktheid en doet het aan het bevoegde orgaan onverwijld een afschrift van deze kennisgeving toekomen, waarbij het verslag van de controlerende geneesheer wordt gevoegd.

2. Wanneer het bevoegde orgaan, op basis van de inlichtingen die het heeft ontvangen besluit, dat de werknemer in staat is de arbeid te hervatten, stelt het hem van haar beslissing in kennis, terwijl het een afschrift van deze kennisgeving naar het orgaan van de verblijfplaats zendt.

3. Wanneer in het zelfde geval, door het orgaan van de verblijfplaats en door het bevoegde orgaan, twee verschillende data met betrekking tot het einde van de arbeidsongeschiktheid worden vastgesteld, is de datum, vastgesteld door het bevoegde orgaan doorslaggevend.

Artikel 16

Wanneer de werknemer naar het bevoegde land terugkeert, stelt het orgaan van de verblijfplaats het bevoegde orgaan hiervan in kennis en doet hierbij tevens mededeling van het oordeel van de controlerende geneesheer, inzake de vraag, of de reis al dan niet schadelijk is voor de gezondheidstoestand van de werknemer.

Artikel 17

1. Wat betreft de krachtens de bepalingen van artikel 12, tweede lid, en artikel 13, eerste, tweede en zesde lid, van het Verdrag verleende verstrekkingen worden de werkelijke bedragen van de ter zake van genoemde verstrekkingen gedane uitgaven, zoals zij uit de boekhouding van de organen blijken, door de bevoegde organen vergoed aan de organen, die de bovenbedoelde verstrekkingen hebben verleend.

2. De rekeningen met betrekking tot de kosten van de aldus in Turkije verleende verstrekkingen, worden gezonden naar het „Sosyal Sigortalar Kurumu” (Instituut voor sociale verzekering), dat deze halfjaarlijks aan de Ziekenfondsraad doet toekomen, vergezeld van een overzicht, waarvan het model in gemeen overleg wordt vastgesteld.

3. De rekeningen met betrekking tot de kosten van de aldus in Nederland verleende verstrekkingen worden gezonden naar de Ziekenfondsraad, die deze halfjaarlijks aan het „Sosyal Sigortalar Kurumu” (Instituut voor sociale verzekering) doet toekomen, vergezeld van een overzicht, waarvan het model in gemeen overleg wordt vastgesteld.

4. Voor de vergoeding kunnen geen hogere tarieven in rekening worden gebracht dan die, welke gelden voor de verstrekkingen, verleend aan werknemers die vallen onder de wettelijke regeling, welke wordt toegepast door het orgaan, dat de in het eerste lid van dit artikel bedoelde verstrekkingen heeft verleend.

Artikel 18

1. Voor de toepassing van artikel 14 van het Verdrag, worden de ter zake van de verleende verstrekkingen aan de gezinsleden gedane uitgaven voor elk kalenderjaar op vaste bedragen gewaardeerd.

2. Het vaste bedrag wordt verkregen door de gemiddelde jaarlijkse kosten per gezin te vermenigvuldigen met het aantal gezinnen die voor berekening in aanmerking komen. De grondslagen voor de berekening worden als volgt vastgesteld:

- a. de gemiddelde jaarlijkse kosten per gezin worden voor Nederland vastgesteld door de jaarlijkse uitgaven met betrekking tot het totaal der door de Nederlandse organen verleende verstrekkingen aan alle gezinnen van verzekerden, die onder de Nederlandse wettelijke regeling vallen te delen door het gemiddelde jaarlijkse aantal verzekerden, die onder de Nederlandse wetgeving vallen en gezinsleden hebben, die aanspraak op verstrekkingen kunnen maken;
- b. de gemiddelde jaarlijkse kosten per gezin worden voor Turkije vastgesteld door het totaal der uitgaven, met betrekking tot de verstrekkingen verleend zowel aan verzekerden als aan hun gezinsleden, te delen door het werkelijk gemiddelde jaarlijkse aantal verzekerden, vermenigvuldigd met een met één verhoogde co-efficiënt; het aldus verkregen getal wordt vermenigvuldigd met genoemde co-efficiënt.

De co-efficiënt, welke het gemiddelde aantal gezinsleden per verzekerde voorstelt, wordt verkregen door het totaal der gezinsleden te delen door het totaal der verzekerden. Deze co-efficiënt wordt voor elk kalenderjaar vastgesteld door het „Sosyal Sigortalar Kurumu” (Instituut voor sociale verzekering), dat voor zijn berekeningen statistische gegevens in aanmerking neemt en het resultaat ter goedkeuring aan de Ziekenfondsraad mededeelt. Elk geschil met betrekking tot dit onderwerp wordt aan de bevoegde autoriteiten voorgelegd.

3. Het aantal gezinnen en de tijdvakken van arbeid van de verzekerden, uitgedrukt in maanden, worden in een jaarlijks overzicht samengevat.

Dit overzicht wordt binnen zes maanden volgende op het jaar waarop het betrekking heeft, enerzijds aan de Ziekenfondsraad en anderzijds aan het „Sosyal Sigortalar Kurumu” (Instituut voor sociale verzekering) gezonden, vergezeld van een exemplaar van de verklaringen, overeenkomstig het eerste lid, onder (i) van artikel 9 van dit akkoord, door de bevoegde organen opgesteld.

Artikel 19

1. Wat betreft de krachtens het bepaalde in het tweede lid van artikel 16 van het Verdrag in Nederland verleende verstrekkingen

worden ter zake van deze verstrekkingen gedane uitgaven voor elk kalenderjaar op de volgende wijze op vaste bedragen gewaardeerd:

- a. het vaste bedrag wordt verkregen door de gemiddelde jaarlijkse kosten per rechthebbende op een pensioen of rente en per gezinslid van deze rechthebbende te vermenigvuldigen met het gemiddelde jaarlijkse aantal der rechthebbenden op een pensioen of rente en hun gezinsleden, die voor berekening in aanmerking komen;
 - b. de kosten per rechthebbende op een pensioen of rente en per gezinslid van deze rechthebbende is gelijk aan het gemiddelde per rechthebbende op een pensioen of rente en gezinslid van de uitgaven met betrekking tot het totaal der door de organen van het betrokken land verleende verstrekkingen aan alle rechthebbenden op een pensioen of rente (met inbegrip van hun gezinsleden), die onder de wettelijke regeling van dat land vallen;
 - c. de berekeningen kunnen verschillen naar gelang de leeftijds-klasse, waartoe de rechthebbenden op een pensioen of rente behoren.
2. De vergoeding van de uitgaven, met betrekking tot de in Turkije overeenkomstig het bepaalde in het tweede lid van artikel 16 van het Verdrag verleende verstrekkingen, geschiedt op de wijze en de grondslagen, aangegeven in de leden een, twee en vier van artikel 17 van dit Akkoord.

Artikel 20

1. De in artikel 17 van het Verdrag bedoelde vergoedingen worden betaald door tussenkomst van de bevoegde verbindingsorganen.
2. Met het oog op de vergoeding der administratiekosten kunnen de verbindingsorganen overeenkomen, dat de bedragen, berekend overeenkomstig de artikelen 17, 18 en 19 van dit akkoord, met een percentage worden verhoogd.
Bovendien kunnen zij overeenkomen, dat op de verschuldigde bedragen voorschotten verleend worden.
3. De verbindingsorganen kunnen met betrekking tot de overeenkomstig het bepaalde in de artikelen 17, 18 en 19 van dit akkoord te vergoeden bedragen in gemeen overleg andere berekeningsmethoden overeenkomen.

Artikel 21

De bepalingen van dit hoofdstuk zijn op de prestaties in geval van een arbeidsongeval of een beroepsziekte, verschuldigd krachtens de Turkse wettelijke regeling, van overeenkomstige toepassing.

HOOFDSTUK 3

Invaliditeit

Artikel 22

Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt met het bevoegde orgaan gelijkgesteld een ander orgaan, dan bedoeld in alinea *f* van artikel 1 van het Verdrag, dat krachtens de van toepassing zijnde wettelijke regeling bij uitsluiting belast is met het bevorderen van voorzieningen tot behoud, herstel of ter bevordering van de arbeidsgeschiktheid en van genees- of heelkundige voorzieningen en het toezicht daarop, alsook met het beoordelen van het bestaan van arbeidsongeschiktheid.

Artikel 23

1. De administratieve en medische controle van rechthebbenden op prestaties krachtens de Nederlandse wettelijke regeling, die in Turkije wonen, wordt op verzoek van het bevoegde orgaan uitgeoefend door tussenkomst van het „Sosyal Sigortalari Kurumu” (Instituut voor sociale verzekering).

2. De administratieve en medische controle van rechthebbenden op prestaties krachtens de Turkse wettelijke regeling, die in Nederland wonen, wordt op verzoek van het bevoegde orgaan uitgeoefend door de Nieuwe Algemene Bedrijfsvereniging.

3. Het bevoegde orgaan behoudt evenwel het recht de rechthebbende door een arts van zijn keuze te doen onderzoeken en voorzieningen te treffen tot behoud, herstel of verbetering van de gezondheid van de rechthebbende op prestaties, alsook van diens arbeidsgeschiktheid.

Artikel 24

Voor de beoordeling van de mate van invaliditeit maken de organen van elk land gebruik van de geneeskundige rapporten en de administratieve gegevens, welke door de organen van het andere land worden verstrekt, maar zij behouden niettemin het recht de betrokkene door een arts van hun keuze te doen onderzoeken.

Artikel 25

Wanneer naar aanleiding van de in artikel 23 van dit Akkoord bedoelde controle is vastgesteld, dat de rechthebbende op een invaliditeitspensioen, werkzaam is of werkzaam geweest is, terwijl hij deze uitkeringen geniet of heeft genoten, of dat hij het werk heeft hervat, wordt aan het bevoegde orgaan rapport uitgebracht. In dit rapport dienen te worden vermeld: de aard van de verrichte werkzaamheid, het bedrag van de verdiensten van de betrokken werknemer, het normale loon, dat in hetzelfde gebied wordt genoten door een werknemer van de beroepsgroep waartoe de verzekerde behoorde uit hoofde van het beroep dat hij uitoefende vóór hij invalide werd,

alsmede eventueel het oordeel van een geneesheer-deskundige omtrent de gezondheidstoestand van de betrokkene.

Artikel 26

Wanneer een verzekerde na opschorting of intrekking van het pensioen opnieuw recht op invaliditeitspensioen verkrijgt, terwijl hij woonachtig is in het andere land, dan het land dat het pensioen verschuldigd is, verstrekken de betrokken organen elkaar wederzijds alle nodige inlichtingen met het oog op de hervatting van de betalingen.

Artikel 27

De kosten van de administratieve of medische controle worden gedragen door het orgaan, dat het pensioen verschuldigd is. Deze kosten worden vastgesteld door het orgaan, dat de controle heeft verricht, overeenkomstig de bepalingen, van de door haar toegepaste wettelijke regeling; zij worden, onder overlegging van een gespecificeerde nota van de gedane uitgaven, door het orgaan, dat de controle heeft doen verrichten, vergoed.

De bevoegde organen kunnen echter andere modaliteiten van vergoeding overeenkomen.

HOOFDSTUK 4

Ouderdom en overlijden (pensioenen)

Artikel 28

1. De werknemer of de nagelaten betrekking van een werknemer dient, om in aanmerking te komen voor de uitkeringen op grond van de bepalingen van hoofdstuk 3 van Titel III van het Verdrag, zijn aanvraag volgens de door de wettelijke regeling van het land van zijn woonplaats vastgestelde modaliteiten aan het bevoegde orgaan van zijn woonplaats te richten.

2. Wanneer de werknemer of de nagelaten betrekking van een werknemer, niet woonachtig in Nederland of Turkije, verzoekt in het genot te worden gesteld van een uitkering op grond van de bepalingen van hoofdstuk 3 van Titel III van het Verdrag, dient hij zijn aanvraag te richten tot het bevoegde orgaan van het land ingevolge welks wettelijke regeling de werknemer laatstelijk verzekerd is geweest.

3. De aanvrager vermeldt, voor zover zulks mogelijk is, hetzij de organen der beide landen, waarbij de werknemer verzekerd is geweest, hetzij de werkgevers, waarbij hij in beide landen werkzaam is geweest.

Artikel 29

De overeenkomstig het bepaalde in het vorige artikel ingediende aanvraag wordt in behandeling genomen door het bevoegde orgaan, waaraan hij is gericht. Dit orgaan wordt hierna aangeduid als „het behandelend orgaan”.

Artikel 30

1. Voor de behandeling van de aanvragen om uitkering verschuldigd op grond van de bepalingen van hoofdstuk 3 van Titel III van het Verdrag maakt het behandelend orgaan gebruik van een formulier, waarin met name de noodzakelijke persoonsgegevens, een opsomming en een samenvatting voorkomen van de door de verzekerde vervulde tijdvakken van verzekering krachtens de wettelijke regelingen waaraan hij onderworpen is geweest.

2. De toezending van dit formulier aan de bevoegde organen van het andere land vervangt de toezending van bewijsstukken.

Artikel 31

1. Het behandelend orgaan geeft op het in het vorige artikel bedoelde formulier de tijdvakken van verzekering aan, welke zijn vervuld ingevolge de voor dit orgaan van toepassing zijnde wettelijke regeling en zendt twee exemplaren van dit formulier aan het bevoegde orgaan van het andere land.

2. Dit orgaan vult het formulier aan door opgave van de tijdvakken van verzekering, welke ingevolge zijn eigen wettelijke regeling zijn vervuld en zendt vervolgens een exemplaar terug aan het behandelend orgaan. Bovendien worden op het formulier de volgende gegevens verstrekt: het bedrag van de rechten op grond van zijn eigen wettelijke regeling, rekening houdende met de bepalingen van hoofdstuk 3 van Titel III van het Verdrag, het bedrag van de uitkering waarop de aanvrager aanspraak zou kunnen maken zonder toepassing van het bepaalde in artikel 23 van het Verdrag alleen op grond van de krachtens de eigen wettelijke regeling vervulde tijdvakken van verzekering, alsmede de rechtsmiddelen en de termijnen voor het instellen van beroep.

Artikel 32

1. Indien het behandelend orgaan vaststelt, dat de aanvrager recht heeft op toepassing van het bepaalde in het tweede lid van artikel 23 van het Verdrag, stelt het de aanvulling vast, waarop de aanvrager op grond van deze bepalingen recht heeft.

2. Bij de toepassing van het tweede lid van artikel 23 van het Verdrag geschiedt de omrekening van de in verschillende nationale geldsoorten vastgestelde bedragen op basis van de officiële wisselkoers van de dag waarop het pensioen wordt vastgesteld. Indien wijzigingen in de koers optreden, wordt alleen dan tot herziening

van het pensioen overgegaan, wanneer deze wijzigingen meer dan tien procent belopen.

Artikel 33

Het behandelend orgaan stelt de aanvrager in kennis van alle beslissingen met betrekking tot de toekenning van de uitkeringen, berekend met toepassing van artikel 23 van het Verdrag, alsmede van de in elk der toegepaste wettelijke regelingen bepaalde rechtsmiddelen en termijnen voor het instellen van beroep. Bovendien zendt het genoemde orgaan een afschrift van deze kennisgeving aan het bevoegde orgaan van het andere land, onder opgave van de datum waarop deze kennisgeving aan de aanvrager is gezonden.

Artikel 34

De bepalingen van de artikelen 22 tot en met 27 van dit Akkoord zijn op de weduwen- en wezenpensioenen, verleend ter zake van invaliditeit, van overeenkomstige toepassing.

HOOFDSTUK 5

Kinderbijslagen

Artikel 35

Voor de toepassing van artikel 33 van het Verdrag, verlenen de Turkse organen hun goede diensten aan de Nederlandse organen, in het bijzonder met het oog op de controle van de noodzakelijke gegevens voor het verlenen van kinderbijslagen, die door de Nederlandse organen verschuldigd zijn voor in Turkije woonachtige kinderen.

HOOFDSTUK 6

Werkloosheid

Artikel 36

1. Om in aanmerking te komen voor de toepassing van de bepalingen van artikel 34 van het Verdrag dient de aanvrager aan het bevoegde Nederlandse orgaan een verklaring over te leggen met betrekking tot de in aanmerking te nemen tijdvakken van arbeid in Turkije, voor zover het noodzakelijk is deze mede te tellen ter aanvulling van de tijdvakken, welke reeds krachtens de Nederlandse wettelijke regeling zijn vervuld.

2. De verklaring wordt op verzoek van de werknemer door het gewestelijk kantoor van het „Sosyal Sigortalar Kurumu” (Instituut voor sociale verzekering), welke bevoegd is voor de plaats van zijn laatste werkzaamheid in Turkije, uitgereikt. Indien de werknemer de verklaring niet kan overleggen, verzoekt het bevoegde Nederlandse orgaan dit orgaan om opstelling en toezending van de verklaring.

HOOFDSTUK 7

Diverse bepalingen

Artikel 37

1. De door het orgaan van een land verschuldigde uitkeringen aan rechthebbenden, die in het andere land wonen, worden rechtstreeks en op de in de door dat orgaan toegepaste wettelijke regeling voorziene vervaldagen uitbetaald.

2. Het bevoegde orgaan stelt de uitkeringen per internationale post- of bankwissel betaalbaar en doet van de eerste betaalbaarstelling het orgaan van de woonplaats mededeling. Deze uitkeringen kunnen echter door het orgaan van de woonplaats voor rekening van het bevoegde orgaan worden verleend, indien laatstgenoemd orgaan hiermede instemt. In dit geval stelt het bevoegde orgaan het orgaan van de woonplaats op de hoogte van het bedrag der uitkeringen en van de datum of data, waarop deze betaald moeten worden, alsmede van de maximale uitkeringsduur.

Artikel 38

De uitkeringen worden aan de rechthebbenden uitbetaald zonder aftrek van porti of bankkosten.

Artikel 39

Alle geschillen met betrekking tot de toepassing van dit Akkoord zullen worden opgelost door een commissie, samengesteld uit vertegenwoordigers van de bevoegde autoriteiten, die bevoegd zijn op het terrein van de sociale zekerheid, en die zich kunnen laten bijstaan door deskundigen. De commissie komt beurtelings bijeen in het ene en in het andere land.

Artikel 40

De verbindingsorganen zullen, in gemeen overleg, de noodzakelijke formulieren voor verklaringen en andere documenten benodigd voor de toepassing van het Verdrag vaststellen.

Bovendien kunnen zij in gemeen overleg aanvullende maatregelen van administratieve aard voor de toepassing van dit Akkoord nemen.

Artikel 41

Dit Akkoord treedt op dezelfde dag in werking als het Verdrag en heeft dezelfde werkingsduur.

GEDAAN in tweevoud in de Franse taal te 's-Gravenhage, de 14de juni 1967.

(w.g.) B. ROOLVINK

(w.g.) V. HALEFOĞLU

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van het Akkoord zijn ingevolge artikel 41 in werking getreden op 1 februari 1968.

Wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft, geldt het Akkoord alleen voor Nederland.

J. GEGEVENS

Het onderhavige Akkoord is tot stand gekomen ter uitvoering van de artikelen 13, lid 5, 17, lid 2, en 35 van het op 5 april 1966 te Ankara tot stand gekomen Verdrag tussen het Koninkrijk der Nederlanden en de Republiek Turkije inzake sociale zekerheid. Tekst en vertaling van dat Verdrag zijn geplaatst in *Trb.* 1966, 155. Zie ook *Trb.* 1968, 22.

Uitgegeven de zesde maart 1968.

De Minister van Buitenlandse Zaken,

J. LUNS.